



LE POINT

éditorial

Que retiendrons-nous du World Economic Forum de Davos ? Le bilan tiré par son président, qui évoque une ambiance difficile à l'image de la situation économique mondiale ? le départ du président de la Turquie, après une discussion houleuse sur la guerre israélo-palestinienne ?

Avons-nous entendu parler de mesures visant à éviter une nouvelle débâcle de l'économie ? à encadrer une sage évolution du capitalisme mondial ? Pas vraiment... c'est avec dépit que j'ai observé le spectacle arrogant de la puissance capitaliste, incapable de se débarrasser de ses archaïques modes de penser. Le chemin semble encore bien long avant que la raison ne prenne le dessus en matière d'organisation de l'économie planétaire.

L'envie d'assurer une relance capable de contenir les effets indésirables de la crise sur notre microcosme économique, l'espoir d'enfin créer des instruments de contrôle et d'introduire des bases légales pour juguler les dérives auxquelles nous venons d'assister, confortent ma conviction que notre canton doit être guidé par une majorité de gauche, responsable et prévoyante.

Une majorité qui, même dans des temps difficiles, saura maintenir les acquis sociaux et permettre à la population de vivre dignement malgré l'adversité. Une majorité qui montrera le dynamisme indispensable à la sortie de crise.

C'est vers cet objectif que doit se diriger la campagne électorale des partis de gauche, dans un élan commun et uni, pour apporter toutes les idées nouvelles qui coloreront notre paysage social et économique. Notre programme tient fermement la route. Loin des triviales promesses électorales, il présente nos volontés et les moyens que nous engagerons pour les réaliser, au bénéfice de toute la population.

Camarades, appelons nos concitoyens à élire juste !

Eric Flury
Président PSN

Jean STUDER Sylvie FASSBIND-DUCOMMUN Bertrand NUSSBAUMER Johanne LEBEL CALAME Gisèle ORY



Un Etat fort, une société solidaire

Elections cantonales du 5 avril 2009

www.psn.ch



PSN
PARTI SOCIALISTE NEUCHATELOIS

2 Election au Conseil d'Etat

7 Dans les districts

12 Notre engagement

« ... brutale, globale, mondiale ... »



Jean Studer

Tels sont désormais les adjectifs qui sont couramment utilisés pour qualifier la crise financière et économique. Elle est brutale en raison de la rapidité tant de la baisse de la conjoncture que de l'augmentation du chômage. Sa globalité résulte de la multitude des secteurs économiques touchés. Enfin il n'y a pas un pays au monde qui ne soit pas confronté à des difficultés plus ou moins importantes.

Le monde a déjà connu de nombreuses crises. Nombreux sont les économistes qui estiment qu'en raison de ces trois caractéristiques, celle que nous abordons pourrait être une des plus sévères.

Le Conseil d'Etat présentera pour la session de mars du Grand Conseil un rapport sur l'état de la situation, avec ses premières propositions pour permettre au canton de faire face. Mais d'ores et déjà deux réflexions.

Vertu et vice

La législature qui prend fin aura apporté la démonstration que nous ne sommes pas des dilapidateurs de l'argent public, mais qu'au contraire nous veillons à sa gestion attentive. Ce souci a pour corollaire la conviction que seul l'Etat est à même d'assurer en particulier la cohésion sociale. Sans elle il n'y a pas de développement durable. Or avec une caisse vide, l'Etat ne peut assumer cette mission.

Grâce à cette volonté, à la contrainte des nouveaux mécanismes de frein aux dépenses

(soutenus, rappelons-le, par notre parti et plus de 85% du corps électoral) et à la chance d'une très bonne conjoncture, nous avons amorcé le redressement des finances cantonales. Nous avons ainsi tenu une de nos principales promesses électorales. Nous avons aussi tenu l'engagement de réallouer les améliorations financières en faveur de celles et ceux qui en avaient le plus besoin. Cette vertu a donc porté ses fruits.

Mais les bénéfices comptables ne doivent pas nous aveugler. Ils ne sont pas l'alpha et l'oméga d'une bonne politique. Il est des circonstances où devenu un des derniers garants, si ce n'est le seul, l'Etat doit envisager des efforts plus importants que ne le permettent ses ressources immédiates. A défaut toute la communauté peut être gravement fragilisée et l'avenir préterité. La vertu que nous venons de démontrer ne sera donc jamais un vice.

Réformer encore

En raison du ralentissement de l'activité économique et de la baisse des bénéfices et des revenus personnels qu'elle induit, le canton et les communes doivent s'attendre à une diminution de leurs recettes fiscales et une augmentation des dépenses sociales.

Une telle perspective est une motivation supplémentaire pour poursuivre les réformes engagées.

Dans un canton de petite dimension comme le nôtre, la for-

ce de nos collectivités publiques ne tient pas à la capacité qu'elle peuvent avoir de faire chacune ce que les autres font, mais bien d'assurer des prestations dont la complémentarité les unes par rapport aux autres va de pair avec une meilleure qualité.

En continuant les réformes avec un tel objectif, les services publics sortiront de la crise non pas affaiblis, mais renforcés et avec eux le canton et l'ensemble des communes.

Jean Studer

Politique ou famille ? Pour une fois, pas de choix à faire : politique familiale



Sylvie Fassbind-Ducommun

Pour aborder le thème de la politique familiale, nous devons être convaincus, solidairement, de la place de la femme dans la société, du rôle interchangeable des parents face à l'emploi. C'est dans cette optique que nous pourrions concrétiser une politique familiale dynamique et forte.

Ce sera possible si de véritables moyens sont mis à disposition. Pensons aux familles éclatées, qui ont besoin d'un soutien accru, d'une solidarité appuyée par l'Etat : structures d'accueil à horaire prolongé, *job sharing*... Pensons à la réinsertion professionnelle des femmes qui ont arrêté de travailler à l'extérieur ou n'ont jamais eu d'emploi.

Jeunes et moins jeunes, hommes ou femmes, tous ont droit à l'accès à la formation. Il faut que chacun puisse trouver dans sa vie professionnelle un épanouissement personnel ainsi que des outils pour rebondir en cas de rupture de son couple (dans notre canton, un mariage sur deux finit par un divorce). Une femme qui travaille sera moins démunie financièrement ; elle sera plus forte émotionnellement dans la mesure où elle saura d'ores et déjà concilier vie familiale et vie professionnelle.

Notre majorité de gauche a pris diverses mesures tendant à mieux concilier vie familiale

et vie professionnelle dans la fonction publique :

- Promotion du temps partiel par la possibilité d'embauche à 80 ou 90% pour un poste prévu à 100%
- Encouragement au partage de poste entre deux ou plusieurs personnes
- Reconnaissance de la maladie d'un enfant comme motif justifié d'absence
- Priorité aux candidatures féminines, à compétences et qualifications égales
- Augmentation du nombre de femmes dans des postes à responsabilité
- Introduction du congé parental non payé (à temps partiel ou total) après le congé maternité
- Extension du congé d'adoption à 4 mois

Il s'agit dès lors de voir plus grand.

Il faut faciliter l'accès au travail. Par exemple, la demande de structures d'accueil dépasse largement l'offre. Pour répondre aux besoins, il faudrait créer au moins 3000 places supplémentaires. Les crèches et autres structures sont rentables pour la collectivité : 1 franc investi lui rapporte 3 francs. Les entreprises tirent elles aussi des avantages de l'existence de crèches et devraient y contribuer activement.

Il faut penser aux petits enfants – les crèches sont des lieux de socialisation – comme aux plus grands, unifier les horaires scolaires, améliorer l'accueil parascolaire (cantines, activités extrascolaires, devoirs surveillés).

Il faudra veiller à une mise en œuvre cohérente d'Harmos, y associer les principaux intéressés (enseignants, parents).

Les allocations familiales ont augmenté, mais demeurent insuffisantes ; nous revendiquons une augmentation pour qu'elles soient dignes de leur nom. Un pas a été fait en matière d'impôt : les frais de garde peuvent être déduits, les déductions pour enfants à charge ont augmenté, le nouveau barème favorise les familles à bas revenu.

Notre canton doit s'atteler rapidement à la question des bourses, où il est en retard. Notre canton a besoin de jeunes formés ; leur situation financière et celle de leurs parents ne doivent pas être un obstacle. Avec la centralisation des écoles, il nous appartient de veiller à ce que la formation ne devienne pas un luxe.

La politique familiale n'est pas un luxe, il faut s'en soucier encore et toujours.

Sylvie Fassbind-Ducommun

5 femmes sur 10 et 1 homme sur 10 travaillent à temps partiel.

18,5% des femmes et 5,6% des hommes touchent un bas salaire.

Une femme s'occupe de son enfant environ 17 heures par semaine, un homme environ 12.

Au deuxième enfant, le travail au foyer d'une femme augmente de 5 heures par semaine, celui d'un homme n'augmente pas.

Les jeunes femmes apprennent une profession permettant de reprendre le travail après l'étape « enfants », les jeunes hommes, une profession ouvrant des perspectives de promotion.

Mobilité : équilibrons nos transports !



Johanne Lebel Calame

La crise économique qui atteint notre pays ne doit pas nous faire oublier la crise environnementale qui secoue notre planète.

La mobilité fait partie de la vie quotidienne. Individuellement, nous bougeons pour notre travail, nos achats, nos loisirs, l'accès aux services. Collectivement, la mobilité est un enjeu majeur pour un canton qui se veut lui-même réseau, RUN.

Pour surmonter la crise économique, attaquons-nous à la crise environnementale ! Le plan de relance doit favoriser une mobilité durable. Il faut trouver un juste équilibre entre transports publics, transports privés et mobilité douce. Nous avons investi dans les routes. Donnons maintenant la priorité aux transports publics !

Transports publics et mobilité douce

Le canton doit appuyer son développement sur les transports publics : construisons le TransRUN. Rapprochons les régions en reliant et enrichissant tous les réseaux.

L'accès au travail et aux écoles exige parfois de longs trajets : favorisons l'emploi et la formation en améliorant les transports, canalisons les flux de pendulaires avec des plans de mobilité.

Les achats suscitent de nombreux déplacements – des produits et des clientes et clients. Sans céder au protectionnisme, réfléchissons à des solutions moins coûteuses en énergie et bonnes pour l'économie locale (commerce de proximité, achat direct auprès des agriculteurs,

produits du terroir, marchés...). L'accès aux services publics, essentiel pour la qualité de vie, exige une mobilité efficace : transports publics ou scolaires, véhicules sanitaires légers, mais aussi guichet électronique...

La mobilité douce est adaptée à beaucoup d'activités courantes. Elle peut stimuler la création d'emplois en dynamisant le tourisme doux. Neuchâtel, canton vert, dispose d'un réseau de sentiers pédestres à valoriser.

La mobilité douce inclut le premier mode de transport que nous apprenons à utiliser : la marche à pied. Certains parents l'oublie quand les enfants entrent à l'école. Encourageons les Pédibus, ce « véhicule » économique, écologique, bon pour la santé physique et sociale.

Cinq propositions

Notre programme* inclut 23 mesures cantonales relatives aux transports. J'ai choisi cinq exemples (*italique : mes commentaires*).

- Créer une liaison rapide entre le Val-de-Travers et les Montagnes neuchâteloises. *La cohésion cantonale passe par des transports publics performants sur l'ensemble du territoire, en complément de l'étoile rayonnant autour de Neuchâtel.*

- Créer une liaison directe de transports publics Boudry - Marin. *La liaison directe améliore l'attractivité. La voie réservée (train, tram) facilite l'augmentation des cadences et le respect des horaires.*

- Créer le Transjurassien Express : offre combinée Delémont - Le Locle - Sainte-Croix - Yverdon.

Un peu utopique, mais la perspective Arc jurassien élargit la cohésion géographique.

- Promouvoir les véhicules les moins polluants (électriques, hybrides). En acquérir pour les usages de l'administration. Leur octroyer des avantages (taxe réduite, stationnement gratuit). *Il faut également agir sur les transports privés, par des incitations fortes, afin d'en limiter l'impact sur l'environnement.*

- Limiter la construction et l'agrandissement de centres commerciaux aux zones bien desservies par les transports publics. *La mobilité est indissociable de l'aménagement du territoire. Il s'agit d'au moins « limiter les dégâts ».*

- Développer un réseau cyclable touristique attrayant et sûr. *Sans oublier un réseau de mobilité douce attrayant et sûr pour les activités de la vie quotidienne !*

Un Etat fort : une société solidaire !

L'environnement est notre bien le plus précieux. Tout développement économique doit non seulement le respecter, mais aussi aider à le préserver pour l'avenir. Équilibrons les mobilités, menons une action cohérente pour une société solidaire !

Johanne Lebel Calame

* www.psn.ch, Le Parti, Notre programme, Environnement.

Nous nous engageons pour l'emploi



Bertrand Nussbaumer

En période de conjoncture difficile, ce sont fréquemment les plus faibles, mais aussi les moins qualifiés qui se trouvent rapidement mis de côté et en marge du monde du travail. L'écart augmente entre les exigences du travail et de l'économie en général et les ressources dont disposent un nombre important de personnes. Des emplois intéressants, mais n'exigeant ni grande capacité physique ni formation importante, deviennent de plus en plus rares.

La coupure avec le milieu du travail est pénalisante, souvent dévalorisante. Le chômage peut avoir des effets importants non seulement sur la capacité de gain et l'autonomie financière, mais aussi sur la santé psychique. Malheureusement, plus la période sans emploi est longue, plus le retour dans le milieu professionnel devient difficile et aléatoire.

Je le dirai souvent, les réformes ne doivent laisser personne au bord de la route. Cela vaut également pour l'emploi.

Nous voulons militer pour des **salaires décents**. Il est inadmissible que travailler à plein temps ne génère pas un revenu suffisant pour faire vivre sa famille. Devoir recourir à l'aide sociale en plus du revenu du travail est un non-sens et la preuve d'une exploitation inacceptable.

Dans les mesures existantes, citons la collaboration entre l'assurance-chômage, l'assurance-invalidité et l'aide sociale, visant la **réinsertion** rapide des personnes à problématique complexe. Il faut débloquer des moyens financiers suffisants pour que ces personnes bénéficient de mesu-

res adéquates et soient insérées dans des entreprises, malgré leur capacité de gain encore insuffisante.

Rappelons les mesures d'insertion pour les **moins de 30 ans** lancées par notre majorité de gauche. Ce programme mérite d'être développé. Il faut regretter vivement que les milieux patronaux qui ont refusé de participer au financement des mesures, n'aient pas tenu leur engagement de créer des places d'apprentissage et de travail pour permettre la réalisation du programme. Nous devons augmenter la pression pour que chaque jeune dont l'état de santé le permet bénéficie de ces mesures.

Nous devons développer le suivi des **adolescents** en difficulté et leur assurer, dès la fin de l'école obligatoire, l'accès à une formation initiale. Tous les partenaires engagés dans la formation initiale ou continue doivent disposer de moyens suffisants pour accompagner dans l'apprentissage professionnel et le développement de capacités, toute personne qui le souhaite. Augmenter les compétences par la **formation** est un des meilleurs moyens pour rester inséré ou pour s'insérer dans le milieu du travail. Le haut niveau de formation de nos concitoyens est d'ailleurs une des explications au développement de notre économie ces dernières années.

Alors que la majorité de droite du Parlement fédéral songe à réduire les prestations de **assurance-chômage** et les possibilités de formation pour les bénéficiaires, il nous faut une forte majorité pour garantir des moyens suffisants pour les sans-emplois.

Il me reste à évoquer les programmes d'insertion développés par l'aide sociale. Pour les bénéficiaires de l'**aide sociale**, la possibilité d'avoir une occupation régulière est importante. Importante par la possibilité d'augmenter quelque peu les moyens financiers à disposition, mais surtout par l'aide à la socialisation. Nous nous engageons pour un nombre suffisant de places d'occupation. Nous militons pour que ces programmes offrent des activités variées et intéressantes.

Nous veillons au maintien de places de travail adaptées pour **personnes handicapées**, de préférence dans des entreprises existantes, afin d'éviter dans la mesure du possible la marginalisation des bénéficiaires de mesures d'occupation.

Les possibilités de maintenir en occupation ou d'insérer et de réinsérer dans le milieu du travail existent. Développons-les, rendons-les facilement accessibles, afin que chacun puisse travailler selon ses ressources et contribuer à la vie de notre société.

Bertrand Nussbaumer

Emploi, recherche et innovation



Gisèle Ory

La crise financière nous oblige à réfléchir à notre avenir et à le préparer avec plus de dynamisme encore que jusqu'à maintenant. Nous voulons du travail pour toutes et tous. Nous voulons des entreprises qui continuent de créer des emplois. Choisissons d'agir pour la recherche, l'innovation, le transfert des technologies des hautes écoles à l'industrie ! Faisons-le dans une perspective d'avenir, celle du développement durable.

Nous le savons bien : notre seule ressource naturelle, c'est la matière grise, c'est-à-dire notre cerveau. « Pas de pétrole », comme on disait lors de la première crise énergétique, « mais des idées ! ». C'est vrai pour la Suisse, c'est encore plus vrai pour Neuchâtel.

Neuchâtel, un canton innovateur

L'horlogerie neuchâteloise a acquis ses lettres de noblesse grâce au savoir-faire de nos ingénieurs, aux grandes complications qu'ils ont su créer et au fameux observatoire chronométrique.

Nous continuons aujourd'hui à être parmi les plus innovateurs, mais nous ne pouvons pas nous reposer sur nos lauriers. Depuis la crise horlogère des années 70-80, nous savons que nous devons aussi constamment nous réinventer et surtout, nous diversifier. Nous le faisons déjà. En particulier dans un domaine phare des années prochaines et du développement durable : l'énergie. Neuchâtel s'impose peu à peu par ses recherches dans les secteurs du photovoltaïque et de la géothermie.

Des emplois pour demain

Les découvertes que nous faisons aujourd'hui, ce sont les emplois de demain. C'est pourquoi nous devons investir dans nos hautes écoles, dans notre université, dans notre HES et dans nos instituts de recherche et de développement.

C'est grâce à la recherche fondamentale, que nous faisons des avancées déterminantes. C'est grâce à la recherche appliquée, que nous pouvons mettre au point les objets et les techniques du futur. C'est grâce à nos incubateurs, au CSEM, à Neode, que ces découvertes scientifiques sont transformées en produits industriels que nous pourrions vendre demain.

Des formations solides à tous les niveaux

Favorisons la formation, car pour chercher, pour développer, pour créer des entreprises et des emplois, nous avons besoin de techniciens et d'économistes bien formés. S'engager pour l'emploi, c'est s'engager aussi pour la formation.

Nous voulons développer les apprentissages et la formation duale, parce que nous le faisons depuis des années, avec bonheur, et que nous avons besoin de ces jeunes spécialistes bien formés. Nous voulons avoir dans notre canton des formations de techniciens HES, parce que nous avons besoin de leurs compétences. Nos écoles d'ingénieurs doivent rester proches de l'industrie et travailler en synergie avec elle. C'est important pour le transfert de savoirs et le dynamisme de l'économie. On ne

peut accepter une centralisation à outrance des HES. La HE-Arc doit trouver sa place dans la Haute école spécialisée de Suisse occidentale et la défendre.

Nous voulons avoir dans notre canton une formation de pointe, nous voulons même la consolider et l'étendre. C'est ce que nous faisons en relation avec la décentralisation de l'EPFL à Neuchâtel ou avec la création de nouvelles chaires universitaires en géothermie.

Nous préparerons ainsi notre avenir. Nous continuerons de créer des entreprises de pointe et nous assurerons les emplois de demain... malgré la crise.

Gisèle Ory

Districts de Boudry et de Neuchâtel

Transports publics

Des transports publics performants sont indispensables pour assurer la mobilité de tous et le dynamisme de l'économie, dans le respect de l'environnement. Nous nous engageons pour un renforcement de l'offre, avec :

- une desserte aux 10 minutes sur le Littorail,
- l'extension du Littorail jusqu'à Monruz puis Marin,
- de meilleures liaisons de l'agglomération avec la Béroche et l'Entre-deux-lacs,
- des trains chaque demi-heure vers Lausanne et Zurich.

Communes

Pour renforcer le canton et améliorer la qualité du service public, les communes devraient avoir 10'000 habitants au moins. Nous soutenons les fusions de communes et l'aide du canton à ces démarches.

Logement

Le Littoral connaît une pénurie de logements persistante, qui pousse les loyers à la hausse. Nous avons fait adopter une loi qui exige que le canton s'engage en faveur de la construction de logements à loyer modéré. Nous veillerons à ce que cette politique soit mise en œuvre.

Environnement

Le développement économique et résidentiel doit être contenu à l'intérieur de la zone urbanisée, de manière à préserver les terres agricoles et viticoles ainsi que les milieux naturels. Nous voulons un canton engagé dans la protection du climat et de la biodiversité, qui lègue à ses enfants un environnement préservé.

Economie

Face à la crise d'un marché dérégulé, nous voulons un Etat plus actif pour soutenir l'emploi et promouvoir la recherche et la création d'entreprises d'avenir. Neuchâtel doit devenir canton de l'énergie, en développant la formation et les réalisations en matière d'efficacité et d'énergies renouvelables.

Social

Ce sont les familles avec enfants qui subissent le plus de difficultés économiques. La hausse des allocations familiales décidée durant la dernière législature doit se poursuivre. Le nombre de places d'accueil extrascolaire et en crèches reste très insuffisant et mérite un effort accru.

Formation

Des obstacles financiers toujours plus élevés entravent l'accès à la formation. Notre canton est un des plus pingres en matière d'octroi de bourses. Nous voulons plus de générosité pour garantir l'égalité des chances dans la formation.

Finances

Après les déficits record creusés par la majorité de droite jusqu'en 2005, les socialistes sont parvenus à redresser les finances de l'Etat en préservant les prestations sociales. Nous voulons poursuivre une politique de finances saines, où il est obligatoire de faire des réserves en période de haute conjoncture pour pouvoir soutenir l'économie et l'emploi en temps de crise.

Services publics

Nous sommes attachés au service public ; nous combattons sa libéralisation ou sa privatisation. La santé, l'enseignement, les transports publics, l'électricité ou la poste doivent rester aux mains de la collectivité pour servir l'intérêt de tous.

Avec la majorité de gauche, le canton de Neuchâtel est sur de bons rails :

les finances sont sorties du gouffre où la droite les avait laissées en 2004,

le plus ambitieux projet de transports publics de l'histoire du canton a été accepté par la Confédération dans le cadre du RUN,

un fonds pour la création de logements a été mis en place,

le sort des familles a été amélioré avec la hausse des allocations et des baisses fiscales ciblées.

District de La Chaux-de-Fonds

Nous, candidates et candidats du Parti socialiste du district de La Chaux-de-Fonds, nous engageons pour que notre région et notre canton se développent sur les bases fondamentales que sont la justice sociale, l'égalité des chances, l'équilibre et la solidarité.

Construisons l'avenir !

Un avenir qui tienne compte de nos spécificités cantonales et qui mise sur la cohésion sociale et régionale.

Un avenir qui se réalisera à travers le Réseau Urbain Neuchâtelois.

Nous agissons pour une politique responsable qui sait que la solidité d'une société se mesure aux plus fragiles de ses membres.
Un Etat fort, une société solidaire.

Concrètement, nous nous engageons :

Pour l'emploi et le revenu

Soutien au dialogue social, à l'établissement de conventions collectives de travail et à des rémunérations équitables

Accès à l'emploi pour toutes et tous

Amplification des mesures dynamiques de réinsertion professionnelle

Programme de relance générateur d'emplois

Structures d'accueil en nombre suffisant et de qualité

Réduction des effets de seuil

Diversification de l'activité économique de notre région

Pour la santé

Réorganisation hospitalière respectueuse de la complémentarité des régions

Maintien de deux centres de soins aigus équivalents sur les sites de La Chaux-de-Fonds et Pourtalès

Renforcement des soins à domicile

Réduction des inégalités sociales en matière de santé

Développement durable améliorant la santé et la qualité de vie

Promotion de la santé au sens large par le sport

Pour la formation

Amélioration des systèmes de bourses d'études

Troisième année de la HE-Arc ingénieurs dans les Montagnes

Pôle des formations techniques dans les Montagnes

Extension de la pépinière d'entreprises (NEODE)

Pour les transports

TransRUN

Amélioration des liaisons ferroviaires (lignes régionales, Jura/Jura bernois, France)

Contournement routier de La Chaux-de-Fonds et du Locle

Développement de la mobilité douce

Pour le patrimoine culturel et naturel

Soutien aux activités culturelles et sportives

Soutien à la promotion de la candidature UNESCO

Création d'un centre dramatique régional à La Chaux-de-Fonds

Réalisation du Parc naturel régional du Doubs

Promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie

Soutien au développement des énergies renouvelables

District du Locle

Nous voulons des emplois de qualité et diversifiés

Exigeons des conventions collectives de travail pour tous
Refusons les salaires indécents qui engendrent la pauvreté
Battons-nous pour l'égalité des chances dans la formation, l'emploi et les salaires
Encourageons le développement d'emplois liés aux énergies renouvelables

**Les uns critiquent
Les autres travaillent
Votons lucide
Votons socialiste !**

Nous voulons une politique familiale plus généreuse

Facilitons l'accès aux bourses d'études
Développons les places d'accueil pour les enfants
Augmentons massivement les allocations familiales

Nous voulons une région encore plus dynamique et accueillante

Renforçons les collaborations régionales et transfrontalières
Préservons l'environnement en favorisant les transports publics
Soutenons l'accès à la culture
Vivons ensemble dans le respect de nos différences

Cet hiver, on prend de l'altitude!

www.rives-du-doubs.ch

De novembre 2008 à mi-avril 2009,
retrouvez Orietta et Jean-François Badet
avec leur équipe des Rives du Doubs
au restaurant panoramique
du Crêt-du-Midi, à Vercorin (VS) !



Les Rives du Doubs
HÔTEL · RESTAURANTS · LES BRENETS

Notre partenaire
pour l'hiver: www.vercorin.net

Réouverture des Rives du Doubs: le 1^{er} mai 2009

District du Val-de-Ruz

Le PS milite pour la commune unique du Val-de-Ruz.

La commune unique du Val-de-Ruz est nécessaire et avantageuse :

Economies de fonctionnement : la commune unique supprime les multiples structures communales et intercommunales. Au lieu d'une centaine de conseillers communaux et d'administrateurs, ils ne sont plus qu'une demi-douzaine.

Sollicitation moindre : la population du Val-de-Ruz doit fournir 30 fois plus de personnel politique que la population de La Chaux-de-Fonds ou de Neuchâtel. Les partis politiques passent trop de temps à recruter des membres plutôt qu'à s'occuper des affaires publiques.

Le renforcement des compétences des élus et du personnel administratif est une nécessité pour faire face à la complexité des affaires. Moins de personnel politique ou administratif, mais mieux formé et plus compétent !

L'amélioration des services communaux consiste à améliorer les prestations existantes et à en fournir de nouvelles, comme les crèches, hors de portée des petites communes.

La baisse des impôts devient possible en même temps que l'amélioration du service public et le soutien à ceux qui en ont besoin.

Seules les villes participent aux grandes décisions, aujourd'hui La Chaux-de-Fonds, Le Locle, Neuchâtel et Val-de-Travers. Forte de 16'000 habitants, la commune unique du Val-de-Ruz peut s'inviter à leur table.

Nous, socialistes, nous nous engageons pour qu'un Etat fort soit le garant d'une société solidaire !

Nous voulons :

Induire la création d'emplois dans la région, en lien avec les services de proximité et les nouvelles technologies.
Elaborer un aménagement du territoire au niveau régional, en priorisant la qualité de la vie au Val-de-Ruz !

Offrir des services de proximité aux familles, à la jeunesse et aux aînés ! Nous avons besoin de crèches pour les familles, d'espaces culturels et de lieux de rencontre pour les jeunes, de lieux d'accueil appropriés pour les aînés !

Améliorer les transports publics ! Le TransRUN est une chance pour le Val-de-Ruz et pour le canton. Nous voulons aussi des liens vers l'est et l'ouest de la vallée ainsi qu'une ligne de bus reliant La Côtière à la couronne nord. Tous les villages du Val-de-Ruz doivent être reliés entre eux par transports en commun et pistes cyclables !

Valoriser la nature, l'environnement et le tourisme ! Les qualités naturelles de notre environnement méritent d'être préservées pour les habitants et les visiteurs.

Développer toutes les énergies renouvelables, dans le respect de l'environnement, et réduire la consommation d'énergie en optimisant l'isolation des bâtiments. Notre objectif : l'autonomie énergétique régionale.

Préserver les terres cultivables pour une agriculture de proximité, favoriser la biodiversité par la mise en place de réseaux écologiques sur l'ensemble du Val-de-Ruz.

District du Val-de-Travers

Huit candidats au Grand Conseil. C'est ce que présente le Parti socialiste du Val-de-Travers aux électeurs vallonniers. Avec huit propositions concrètes.

Une énergie intacte

Objectif affiché pour le Parti socialiste du Val-de-Travers : maintenir ses trois sièges sur les huit que compte la députation vallonnaise au Grand Conseil, voire même en décrocher un quatrième. Pour y parvenir, les socialistes s'appuient sur des propositions concrètes, mais aussi sur trois candidates et cinq candidats qui, ensemble, composent une liste riche en parcours de vie variés (de l'étudiante au jeune retraité), en expériences politiques solides (députés, conseillers généraux, anciens conseillers communaux) et en activités professionnelles diverses (monteur-électricien, enseignant, artisane-formatrice, traductrice-correctrice, responsable d'office postal, ethnologue, administrateur...).

Des candidats qui font également preuve d'un engagement certain pour leur région et leur canton, puisque tant les trois députés actuels (Baptiste Hurni, Johanne Lebel Calame – que le PSVT est heureux de présenter également à l'élection du Conseil d'Etat – et Christian Mermet) que leurs suppléants (Jean-Pierre Cattin et Shirley Espinosa) souhaitent poursuivre leur action au Château en briguant un nouveau mandat. A leurs côtés, trois socialistes se présentent pour la première fois à une élection cantonale : Jean-Noël Bovard, Jacques Hainard et Svetlana Taboga. De quoi apporter une nouvelle dose d'énergie à une équipe qui n'en manque pas !

Huit propositions concrètes

Environnement, emploi, justice sociale, politique familiale, formation: les préoccupations socialistes sont nombreuses. Et se traduisent par des pistes d'action concrètes. Si le rôle des députés est avant tout de veiller au développement du canton dans son ensemble, il tiendra à cœur à la députation vallonnaise de tout mettre en œuvre pour réaliser les huit propositions suivantes en lien direct avec le Vallon:

1. Améliorer l'offre en transports publics, en particulier la liaison entre le Val-de-Travers et les Montagnes
2. Développer le Réseau urbain neuchâtois dans son axe est-ouest sans attendre la réalisation de sa colonne vertébrale entre le Haut et le Bas
3. Encourager le développement des énergies renouvelables parmi lesquelles l'éolienne, adaptée au Val-de-Travers
4. Veiller à ce que les promesses faites au site de Couvet en matière de politique hospitalière soient tenues
5. Augmenter le nombre de structures d'accueil et le montant des allocations familiales afin de rendre le Val-de-Travers plus attractif encore aux familles
6. Faire face à la crise financière en répartissant le travail différemment et en encourageant, par une fiscalité favorable aux travailleurs, le travail à temps partiel
7. Défendre une agriculture sans OGM, proche de la terre et de son environnement, en favorisant la consommation des produits du terroir
8. Encourager la réinsertion sociale des personnes en difficulté par le maintien de programmes d'occupation utiles et efficaces

Un Etat fort, une société solidaire

Oui, nous osons vouloir un Etat fort ! Car une société solidaire reste plus que jamais notre objectif.

C'est notre réponse à ceux qui prétendent que l'Etat est le problème, jamais la solution.

Notre Etat fort se range du côté des plus faibles pour garantir l'essentiel : l'accès à la formation, à l'emploi, aux soins, au logement, à la sécurité, des prestations sociales efficaces.

Notre Etat fort a des finances saines et bien gérées ; elles lui donnent les moyens de s'engager chaque fois que nécessaire. Avec l'aide de tous, nous sommes parvenus à les assainir. Heureusement, puisqu'aujourd'hui nous disposons de ressources pour faire face à la crise et développer notre canton.

La prochaine législature sera placée sous le signe de l'emploi. L'incurie de nombreux dirigeants de la finance et de leurs relais politiques entraîne une crise de l'économie réellement productive que nous nous engageons à combattre. L'emploi est la source des richesses qui permettent une meilleure cohésion sociale, un équilibre entre les régions et finalement une meilleure qualité de vie.

Au moment où la majorité du Parlement fédéral s'apprête à réduire les prestations aux sans-emplois et à leur formation, nous voulons qu'une majorité de gauche cantonale prenne toutes les mesures possibles pour vous aider à garder ou retrouver un emploi digne et des revenus suffisants.

Nous nous engageons à un plan de relance cantonal qui aide les personnes et les entreprises à sortir de la crise.

L'environnement est notre bien le plus précieux. Tout développement économique doit non seulement le respecter, mais aussi contribuer à sa protection. Nous voulons faire de notre canton un pôle de compétences dans les industries environnementales.

Nous, candidates et candidats socialistes au Grand Conseil et au Conseil d'Etat, vous demandons votre confiance : nous sommes garants d'une société solidaire.

un Etat fort

une meilleure
cohésion sociale
et territoriale

une meilleure
qualité de vie

Retrouvez les profils de tous les candidats sur www.psn.ch